

REGLEMENT C/REG 24/12/07 RELATIF A LA MISE EN PLACE D'UNE UNITE SPECIALISEE AU SEIN DE LA COMMISSION DE LA CEDEAO AUX FINS DE LA CREATION D'UNE AGENCE REGIONALE D'ACCES AUX SERVICES ENERGETIQUES

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'article 19 (c) du Traité de la CEDEAO qui prescrit les réunions sectorielles des Ministres sectoriels pour l'examen des questions sectorielles qui contribuent à la réalisation des objectifs de la Communauté ;

VU l'Article 28 du Traité de la CEDEAO relatif à la promotion, la coopération, l'intégration et au développement des projets et secteurs de l'énergie des Etats membres de la Communauté ;

VU la Décision A/DEC.3/5/82 relative à la Politique Énergétique CEDEAO;

VU la Décision A/DEC.5/12/99 relative au développement du Système d'Echange d'Energie Electrique Ouest Africain (EEEOA) ;

VU la Décision A/DEC.2/12/03 relative à l'Initiative Européenne sur l'Energie pour l'Eradication de la Pauvreté et le Développement Durable, portant révision du DSRP Régional afin que les programmes énergétiques soient intégrés dans les programmes éligibles au FED et la revue des DSRP Nationaux en vue d'intégrer le volet énergie dans les programmes prioritaires éligibles au Fond Européen de Développement (FED);

VU la Décision A/DEC.3/12/03 relative au Programme Régional d'Electrification Rurale ;

VU de la Décision A/DEC.24/01/06 relative à la Politique Régionale de la CEDEAO/UEMOA sur l'Accès aux Services Énergétiques des Populations en zones Rurales et Périurbaine pour la lutte contre la Pauvreté et l'Atteintes des OMD dans les Etats Membres.

CONSCIENT des défis auxquels sont confrontés les Etats Membres de la CEDEAO et de l'UEMOA afin d'assurer le bien-être de leurs populations,

avec comme objectif, à l'horizon 2015, d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), et en particulier la réduction de moitié de la pauvreté et l'accès aux services sociaux essentiels ;

DESIREUX de répondre aux objectifs du plan d'action du NEPAD, auquel le Programme d'Investissement de la Politique Régionale pour l'Accès aux Services Énergétiques vise à contribuer;

CONSCIENT du mandat donné à la Commission de la CEDEAO par la Décision A/DEC.24/01/06 d'entreprendre des Activités Préparatoires à la mise en oeuvre du Plan d'Action Régional, selon la Stratégie de Mise en oeuvre, tous deux définis dans la Politique Régionale pour l'Accès aux Services Énergétiques.

CONSCIENT du fait que la Stratégie de Mise en oeuvre repose en particulier sur l'idée de la création d'une Agence Régionale pour l'Accès aux Services Énergétiques (ARASE).

CONSIDERANT le rapport d'étude de l'Agence conduite par la Commission de la CEDEAO avec l'appui financier du « Partnership Dialogue Facility » (Commission Européenne) et du PNUD ayant conclu à la mise en place a terme d'une Agence Régionale pour l'Accès aux Services Énergétiques (ARASE).

SUR RECOMMANDATION de la 8^{ème} Réunion des Ministres en charge de l'énergie de la CEDEAO, tenue à Lomé, République Togolaise, le 16 Novembre 2007,

EDICTE

ARTICLE 1

Il est mis en place, au sein de la Commission de la CEDEAO, **une Unité Spécialisée** en vue de la création d'une **Agence Régionale pour l'Accès aux Services Énergétiques (ARASE)**, conformément à la Stratégie de mise en oeuvre du Plan d'Action Régional.

ARTICLE 2

L'**Unité Spécialisée** travaillera à la réalisation des conditions nécessaires définies dans la feuille de route pour la mise en place effective de l'Agence, notamment en approfondissant la collaboration avec les Etats Membres, les acteurs nationaux et

régionaux, et les partenaires au développement, selon les quatre axes du Plan d'Action Régional.

ARTICLE 3

La Commission de la CEDEAO veillera au renforcement du Partenariat Technique avec le PNUD, en relocalisant les experts techniques sur le programme au sein de l'Unité Spécialisée.

ARTICLE 4

La Commission de la CEDEAO mobilisera auprès des partenaires au développement et des institutions financières régionales, les fonds nécessaires à l'établissement de l'ARASE.

ARTICLE 5

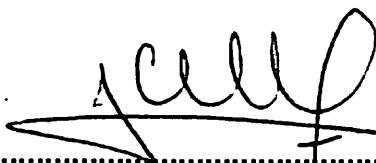
La Commission de la CEDEAO développera un Programme de renforcement des capacités institutionnelles pour la mise en œuvre du Livre Blanc en vue de soutenir la mise en place de l'ARASE.

ARTICLE 6

Le présent Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal Officiel de la Communauté, dans les trente (30) jours de la date de sa signature par la Présidente du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat membre dans son journal Officiel dans le même délai.

**FAIT À OUAGADOUGOU,
LE 15 DECEMBRE 2007**

**POUR LE CONSEIL,
LA PRESIDENTE,**



S.E. MME. MINATA SAMATE CESSOUMA

REGLEMENT C/REG.25/12/07 PORTANT NOMINATION DU DR. CARDOSO PLACIDO MONTERO EN QUALITE DE DIRECTEUR GENERAL DE L'ORGANISATION OUEST AFRICAIN DE LA SANTE (OOAS)

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU le Protocole A/P.2/7/87 tel qu'amendé, établissant l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) comme une institution spécialisée de la CEDEAO et comme unique Organisation de Santé dans la sous-région ;

VU l'Article IX du Protocole susmentionné relatif à la nomination d'un Directeur Général et d'un Directeur Général Adjoint pour gérer les affaires de l'OOAS ;

VU l'Article 18 de la CEDEAO tel qu'amendé par le Protocole Additionnel A/SP.1/0606 du 14 juin 2006 et relatif à la nomination des fonctionnaires statutaires des Institutions de la Communauté ;

RAPPELANT que le mandat du Directeur Général actuel de l'OOAS prend fin le 24 février 2008 et qu'un nouveau Directeur Général devra être nommé afin d'éviter la vacance de ce poste et d'assurer ainsi une continuité dans la gestion des affaires de l'OOAS ;

RAPPELANT également l'Acte Additionnel A/SA.2/06/07 attribuant le poste du Directeur Général de l'OOAS à la République de Guinée Bissau ;

RAPPELANT aussi la Décision A/Dec.3/7/91 relative à la sélection et à l'évaluation de la performance des fonctionnaires statutaires de la Communauté mise en œuvre par le Comité ministériel Ad-hoc créée à cette fin ;

SUR RECOMMANDATION de la Onzième Réunion du Comité Ministériel Ad-hoc sur la sélection et l'évaluation de la performance des fonctionnaires statutaires tenue à Ouagadougou du 10 – 12 décembre 2007 ;

EDICTE

Article 1

Dr. Cardoso Placido MONTERO est nommé Directeur Général de l'Organisation Ouest